

Rapport d'activité de la CNIL en 1991 : les fichiers à l'heure de Maastricht

PAR JACQUES VÉTOIS

*Le 12ème rapport
d'activité de la CNIL
pour l'année 1991
entre de plain pied
dans l'actualité.*

*Ce volumineux rapport
annuel, qui reprend
toutes les délibérations
de la Commission
au cours de l'année
écoulée, est par trop
souvent technique
(au sens juridique)
pour intéresser le citoyen.*

Pourtant, trois grands thèmes qui y sont largement traités auront des conséquences directes dans notre vie : d'abord l'Europe et le traité de Maastricht qui nécessitent la mise en chantier d'une harmonisation des législations des différents pays dans le domaine de la protection des données, ensuite les recherches médicales et épidémiologiques, enfin la prolifération des fichiers de lutte contre les impayés.

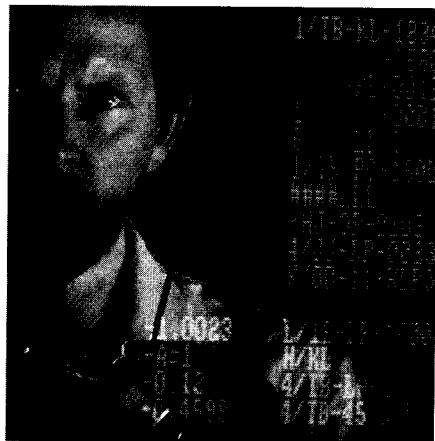
Deux exemples récents montrent que la vigilance ne doit pas se relâcher. À la suite d'un contrôle d'identité opéré par la gendarmerie lors d'un excès de vitesse, un étudiant habitant en Dordogne, mais né à Lyon, est arrêté et emprisonné. Déclaré insoumis par la région militaire de Lyon, il avait été condamné à trois mois de prison ferme et inscrit sur le fichier des personnes recherchées. D'où son arrestation immédiate par la gendarmerie. Or cet étudiant habitant la Dordogne avait

répondu aux obligations légales dans la région militaire de Poitiers. La région militaire de Lyon ayant perdu sa trace, une erreur administrative a conduit à l'inscription à son insu d'une personne sur le fichier des personnes recherchées pour insoumission. La même mésaventure est arrivée à un autre étudiant pourtant régulièrement recensé, arrêté à Orly par la Police de l'Air et des Frontières pour inscription dans le même fichier catégorie D (qui regroupe entre autre les personnes recherchées pour insoumission). A la suite des investigations de la CNIL, il s'est avéré que près de 800 radiations étaient nécessaires dans ce fichier, soit près de 5% du total. L'autre exemple, c'est le scandale du "fichier des juifs" de la Préfecture de Police qui a échappé à toutes les recherches de la CNIL depuis dix ans et qui a enfin été retrouvé (1) en 1992. Par quelle volonté perverse conjuguée à la routine administrative a-t-on pu aboutir à ce résultat honteux ?

L'EUROPE

Il faut rendre justice à la CNIL qu'elle n'a pas ménagé ses efforts pour que soit mise en oeuvre une législation communautaire contraignante de protection des données individuelles qui fournisse une protection aux citoyens équivalente à celle offerte par la loi française. Le Conseil de l'Europe en 1981 avait adopté une Convention assez proche de celle-ci mais cinq pays sur les douze ne l'ont toujours pas ratifiée. La CNIL a donc demandé à la Communauté Européenne d'élaborer une directive dans ce sens. Un premier projet est paru en juillet 1990

suscitant d'énormes réserves de la part de la CNIL et des organismes similaires dans les pays ayant adopté une loi sur la protection des données (2). Traditionnellement, les tenants de la toute puissance de l'Etat et de la centralisation administrative tentent de vider de leur sens de telles lois. Au niveau européen, l'air du temps c'est à dire l'idéologie du libéralisme et du laissez-faire qui règne sur une Europe avant tout marchande, est en grande partie responsable des reculs du projet de directive européenne par rapport aux lois existantes dans les différents pays de la Communauté. Comme le note Jacques Fauvet dans son avant-propos : "Etrangement une convergence s'établissait entre ceux qui voulaient faire prévaloir le point de vue marchand et ceux qui étaient plus soucieux de ménager les pouvoirs publics. La puissance économique donnait ainsi le bras à la puissance étatique. Entre les deux, les Droits de l'Homme se trouvaient menacés."





Il faut déjà remarquer que l'évolution technologique depuis dix ans remet en cause certaines notions fondamentales qui figuraient dans les textes de loi relatifs à la protection des données comme celle de "fichier automatisé" qui suggère une grosse machine centralisatrice en un lieu précis. Or aujourd'hui, les données sont de plus en plus réparties ; plus rien ne s'oppose à la communication à haut débit entre ordinateurs (3) et les données "potentiellement dangereuses" peuvent être stockées dans un pays où la loi est plus laxiste, voire n'existe pas, et traitées ailleurs. La notion de donnée a elle-même évolué : d'enregistrement de données textuelles dans un fichier, elle s'étend à la voix, aux sons, et aux images. La loi doit donc intégrer ces nouvelles possibilités technologiques. La loi de 1978 en France séparait très nettement les traitements informatisés issus des services publics (à priori sources de menaces pour les libertés des citoyens) de ceux effectués dans le secteur privé dont les risques potentiels étaient quasi-nuls. Or cette distinction n'a pas résisté à dix ans de développement et de dissémination de l'informatique. Ensuite, les notions de secteur public et privé recoupent des réalités différentes dans l'Europe communautaire et il est donc difficile de bâtir une directive européenne sur un tel flou.

La CNIL dans ses amendements au projet européen propose de classer les traitements informatisés selon leur degré de "risques" qu'ils représentent pour la vie privée et les libertés. Trois grandes catégories sont envisagées :

- le droit commun soumis à une déclaration simplifiée à l'institution nationale (CNIL). C'est le cas des traitements

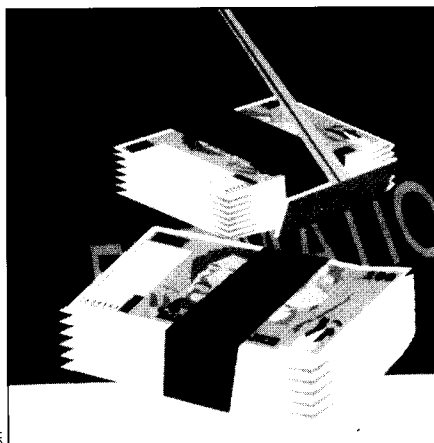
relevant de normes précises ou soumis à un code de déontologie.

- les traitements pour lesquels le consentement de la personne est réduit et les risques d'exclusion importants (fichier de l'aide sociale, du téléphone, de l'EDF...) sont soumis à une demande d'avis auprès de l'institution nationale. Passé un certain délai et en l'absence d'avis défavorables, le traitement peut être entrepris.

- les traitements les plus dangereux mémorisant des données sensibles ou les fichiers nationaux sont tenus à une demande d'autorisation.

Le projet de directive faisait dépendre également la mise en place de sécurités du " coût de leur mise en oeuvre " justifiant par avance tout renoncement aux contrôles et possibilités de recours par les personnes concernées. Toutes les parties consultées ont souligné le danger d'introduire une telle notion dans la loi. L'ouverture de l'Europe en 93 a nettement fait apparaître les manques des législations nationales, mais aussi les contraintes qu'elles font peser sur les acteurs économiques. La Commission européenne s'est fait l'écho de l'opposition d'une partie des milieux économiques et financiers aux tentatives de réglementation dans ce domaine. Aujourd'hui, la Loi " Informatique et Libertés " ne serait pas votée telle quelle par le Parlement français car jugée sans doute contraire aux principes du libre-échange.

Le débat sur "Quelle Europe voulons-nous " se retrouve là posé concrètement : il y a risque de retour en arrière sur certains principes et garde-fous édictés en France et dans un certain nombre de pays à l'occasion de la mise en oeuvre d'une législation européenne. Est-ce l'idée européenne qu'il faut incriminer ou une construction qui ne recouvre pour l'instant qu'une "Europe des marchands" ?



DE NOUVEAUX DOMAINES À RISQUES

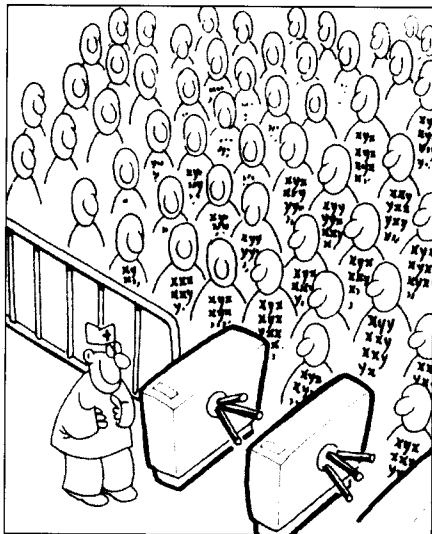
En dehors des questions européennes, l'année 1991 a été riche en événements qui ont amené la CNIL à s'interroger sur des problèmes nouveaux posés par l'extension et la généralisation des traitements informatisés. Dans l'activité économique le marketing direct prend une place croissante ; de nombreuses sociétés de vente par correspondance louent, vendent leurs fichiers sans en avertir les intéressés. Les fichiers contenant des informations sur les "mauvais payeurs" ou sur les sociétés en difficulté font florès.

Un commerçant peut les consulter moyennant une redevance avant d'accepter le chèque ou la carte bleue d'un client ; un industriel peut ainsi se renseigner sur ses interlocuteurs avant de signer un contrat. Mais que se passe-t-il en cas d'erreurs ? Quelles sont les possibilités de rectification des informations erronées ainsi diffusées qui peuvent porter préjudice à celui qui en est la victime ? En outre, la dérive de tel système est toujours possible : la Caisse d'épargne de Paris vérifiait avant embauche que la personne postulante ne se trouvait pas dans le fichier de la Banque de France des personnes ayant signé des chèques sans provisions (4). La CNIL est ainsi intervenue à plusieurs reprises pour faire respecter un certain nombre de garanties aux personnes fichées ou pour mettre fin aux changements de finalité.

La recherche médicale, en particulier la recherche génétique, est un des domaines les plus sensibles soumis aux investigations de la CNIL : les données génétiques ou plus généralement médicales intéressent beaucoup de monde, les médecins soignants, les chercheurs mais aussi les assurances et les agences spécialisées dans le recrutement de personnel.

Les banques de données génétiques sont constituées à des fins de recherche ou thérapeutiques. Souvent, les données peuvent être rendues anonymes sans nuire aux travaux envisagés.

Dans le cas de données nominatives, la CNIL exige l'enregistrement, la consultation ou la rectification possible par l'intermédiaire d'un médecin accrédité. C'est une garantie minimale sur les dérives possibles. En particulier, on prévoit que dans les années à venir, les tests génétiques seront employés lors du recrutement de certaines catégories de personnel.



Cela nous conduit directement à des discriminations envers certains groupes sociaux alors que nos connaissances en génétique sont avant tout d'ordre statistique : un homme ou une femme dont les tests montrent une certaine prédisposition à un certain type de maladie peut, fort heureusement, n'en être jamais atteint. On voit le danger pour les personnes étiquetées par de "mauvais gènes" depuis leur enfance. La recherche médicale ne doit pas porter atteinte à la vie privée des personnes consentantes ou non servant de "cobayes". Ce débat n'est pas clos. Il resurgit à chaque fois que des enquêtes épidé-

miologiques, l'établissement de bases de données, de tests à grande échelle offrent des possibilités de faire avancer la connaissance et donc de soigner et de guérir de nouveaux cas : quelles données enregistrer, quelle procédure mettre en place pour les collecter, comment informer les sujets testés sur leurs risques ? Autant de questions qu'il faut se poser et résoudre à chaque nouvelle tentative.

Enfin je signalerai pour mémoire la polémique sur les fichiers des Renseignements Généraux (5) qui a trouvé une conclusion provisoire en 1991. En fait le débat dépasse largement celui de la nature des informations contenues dans les fichiers gérés par les RG. Si l'existence d'un organisme chargé de lutter contre le terrorisme et donc de constituer des fichiers à cette fin ne peut-être remise en cause, les autres missions des RG datent d'un autre âge. Ils ont été créés en 1941 par le gouvernement de Vichy pour espionner et surveiller la population suspecte de ne pas reconnaître les bienfaits de la "Révolution Nationale". Ils ont continué leur mission sous la IVème et la Vème

me République fichant la gauche et l'extrême-gauche dans les années 70, puis la droite et l'extrême-droite dans les années 80. Il existera peut-être un jour un gouvernement qui mettra fin à cette aberration de l'existence en France de 1992 d'une "police politique" chargée d'évaluer en permanence pour le pouvoir en place l'état d'esprit de leurs concitoyens. Nous n'en sommes manifestement pas là. En attendant, les décrets négociés par la CNIL tentent de cadrer l'activité des RG et de mieux définir les finalités des informations enregistrées sur les personnes par ceux-ci et d'ouvrir un droit minimum de consultation et de rectification pour les personnes concernées.

1. Terminal N° 58 "Mémoires", chronique d'André Vitalis
2. Allemagne, Danemark, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas et Angleterre
3. RNIS : Réseau Numérique à haute Intégration de Services
4. Le Monde 6 mars 1992
5. Terminal N° 49 Avril-Mai 90 L'insoutenable transparence des fichiers de police de J. P. Démo et A. Mallot

NOTES

10 ans déjà !

De PORTAL à WYATT
De ZAPPA à VANDER
De FRITH à ART ZOYD
De BOULEZ à URBAN SAX

...chaque trimestre retrouvez l'actualité des autres musiques

Abonnement : 150 Frs pour six numéros
(France et étranger).

Liste des diffuseurs et des numéros
disponibles sur simple demande.

NOTES Obliques

○ Catalogue de distribution (Compacts, disques, revues, livres...).

○ Conception et réalisation Press-book, biographie... en P.A.O.

○ Recensement de toutes les structures (labels, musiciens, médias...) liées aux " autres musiques " en vue de l'édition d'un guide.

○ réédition de la "discographie du jazz anglais".

Catalogue et renseignements sur simple demande auprès de NOTES OBLIQUES

☎ : 40.49.24.57

NOTES, 16 rue Hignard, 44000 Nantes, France.